



financement

INSTITUTION FINANCIERE INTERNATIONALE	PETROLE/CHARBON	BIODIVERSITE	
INVESTISSEMENT	MONDE	BEI	VIOLENCES

## industries extractives : bénies ou maudites ?

# Impacts du financement des industries extractives par la Banque européenne d'investissement

La Banque européenne d'investissement, l'institution financière de l'Union européenne, est la plus importante institution financière internationale en termes de volumes de prêts annuels.



Mère pygmée et son enfant, Cameroun.  
© f. castell



Village pygmée  
et son enfant,  
Cameroun.  
© f. castell



© ced/foe cameroon

*“Ils nous ont promis  
des emplois. Ils nous ont  
tout pris : notre terre,  
notre forêt, notre eau.”*

Sama Bailie, Cameroun,  
parlant de l'oléoduc.

### une première étape pour lutter contre le changement climatique : l'UE doit cesser de subventionner les carburants fossiles par l'intermédiaire de la BEI

La Banque européenne d'investissement (BEI), l'institution financière de l'Union européenne (UE), est la plus importante institution financière internationale en termes de volume annuel de prêts accordés. Avec un montant atteignant 53 milliards d'euros d'investissement par an dans ses projets, le volume de son portefeuille de prêts est à présent le double de celui de la Banque mondiale. Huit milliards de prêts environ sont accordés par la BEI pour des projets hors-UE. Etant donné le poids de l'institution et le fait qu'elle est supposée promouvoir les politiques de l'UE, la BEI est un acteur-clé dans la définition des investissements majeurs dans les secteurs de l'énergie et des industries extractives.

Sur les cinq dernières années, le cumul annuel des prêts de la BEI dans le secteur énergétique atteint 3,3 milliards d'euros, et la Banque prévoit de relever encore ce niveau d'investissement. Avec un total d'un milliard d'euros en 2006, la part du financement des projets dans le secteur énergétique hors-UE est supérieure à celle du même secteur dans les financements accordés dans les Etats de l'UE.

En 2004, les directeurs de la BEI ont fait un premier pas important en adoptant un objectif en termes d'investissements dans les énergies renouvelables, afin de faire passer à 50% leur part dans les financements accordés aux moyens de production électrique de nouvelle génération sur la période 2008-2010. Pour autant, cette étape demeure insuffisante pour faire face à la nécessité croissante de la lutte contre le changement climatique, puisque la BEI s'engage toujours à financer des projets à grande échelle dans les énergies fossiles. Oléoducs et gazoducs (qui ne sont pas pris en compte dans l'objectif de 50%) font partie de ces projets, tout comme plusieurs centrales électriques au charbon.

### l'oléoduc Tchad-Cameroun

En juillet 2000, la BEI a approuvé l'octroi d'un prêt de 144 millions d'euros en soutien au projet de l'oléoduc Tchad-Cameroun, un mois après que la Banque mondiale a également confirmé son soutien au projet. La BEI faisait valoir que le projet apporterait « des revenus à affecter à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique » et qu'il « créerait les conditions d'une politique de stabilité politique à long terme ». La BEI a également considéré que ce projet dans le secteur extractif respectait les conditions « en termes de précautions environnementales et sociales adéquates, celles-ci étant mises en œuvre », et qu'il était donc en phase avec la résolution du Parlement européen qui « recommande fortement que la BEI ne contribue pas au financement de ce projet (...), en accord avec la convention de Lomé, à moins qu'elle ne considère que les questions sociales et environnementales n'aient été correctement traitées ».

Malgré les efforts sans précédent de la BEI et du Groupe de la Banque mondiale, les deux institutions n'ont pu tenir leurs promesses. La situation sociale et environnementale au Tchad ne s'est pas améliorée. En fait, les preuves (dont certaines se retrouvent dans les évaluations de la Banque mondiale et dans d'autres rapports officiels) montrent que la situation tchadienne a empiré. Le projet a nourri la violence, appauvri les populations riveraines des champs de pétrole et de l'oléoduc, et a exacerbé les pressions pesant sur les peuples autochtones, tout en amenant de nouveaux problèmes environnementaux. Ron Royal, l'un des plus hauts responsables d'Exxonmobil au Tchad, admettait en janvier 2007 : « nous n'aurions jamais dû taxer ce projet de projet de développement ». ExxonMobil, pôle central du consortium ayant soutenu le projet, qui est par ailleurs la première compagnie pétrolière au monde, continue à enregistrer des profits record.

FOCUS

IMPACTS

EXEMPLES

INSTITUTION FINANCIERE INTERNATIONALE		PETROLE/CHARBON	BIODIVERSITE	VIOLENCES
INVESTISSEMENT		MONDE	BEI	

FOCUS

## la centrale au charbon de Duisburg-Walsum

La BEI a approuvé en novembre 2006 l'octroi d'un prêt de plus de 410 millions d'euros pour le projet de construction d'une centrale électrique à charbon d'une puissance de 750 MW à Duisburg-Walsum, en Allemagne. L'usine est censée démarrer début 2010. Les estimations des émissions de CO<sub>2</sub> induites s'élèvent à environ 4,4 millions de tonnes par an. Ce volume est supérieur aux émissions annuelles du Paraguay, un pays de plus de 6 millions d'habitants.

Par des opérations telles que l'oléoduc Tchad-Cameroun ou la centrale à charbon de Duisburg-Walsum, la BEI continue à subventionner le secteur des énergies fossiles, à la fois dans l'UE et en dehors. Afin de respecter et de soutenir pleinement les objectifs de l'UE en matière de changement climatique, la BEI doit mettre en place les mêmes objectifs pour les investissements en énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en dehors de l'UE sur la période 2008-2010. Dans le même temps, elle doit cesser tout investissement dans les énergies fossiles, au plus tard en 2012 (fin de la première période des engagements pris sous le protocole de Kyoto).

Pour promouvoir ce changement, les Etats membres de l'UE doivent prendre une part plus active dans la définition de la politique énergétique de la BEI. La BEI appartient uniquement aux Etats membres, qui la contrôlent intégralement et sont représentés au Conseil des directeurs et des gouverneurs de la BEI, le plus souvent par le biais de leur Ministère des finances.

## nos demandes

- D'ici à 2012, la BEI doit cesser d'accorder tout prêt au secteur des combustibles fossiles à la fois dans les Etats membres et hors-UE, et doit y substituer un soutien significativement plus important aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.
- Tant que les financements accordés aux projets du secteur des énergies fossiles n'auront pas cessé, la BEI doit rendre publiques toutes les émissions de CO<sub>2</sub> directement et indirectement induites par ses projets dans les secteurs des combustibles fossiles et des industries extractives.

## ce que vous pouvez faire

- Vous pouvez prendre contact avec le directeur représentant votre pays à la BEI pour lui demander que les investissements dans les énergies fossiles cessent (pour les contacts, voir : [www.eib.org/about/structure/governing\\_Bodies/board\\_of\\_directors](http://www.eib.org/about/structure/governing_Bodies/board_of_directors))
- En adressant des courriers à la presse locale et nationale, vous pouvez attirer l'attention du public sur les subventions de la BEI accordées au secteur des énergies fossiles grâce à l'argent des contribuables européens.

**pour plus d'information (textes en anglais) :** EIB Factsheets : [www.bankwatch.org/guide/eibank/](http://www.bankwatch.org/guide/eibank/) | The Chad-Cameroon Oil & Pipeline Project : A project non-completion report, April 2007 | Environmental Defense, Center for Environment and Development, Chadian Association for the Promotion and Defense of Human Rights  
[www.environmentaldefense.org/documents/6282\\_ChadCameroon-Non-Completion.pdf](http://www.environmentaldefense.org/documents/6282_ChadCameroon-Non-Completion.pdf)



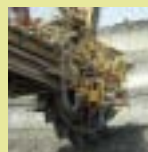
Mine de charbon brun, Allemagne. © dreamstime



Centrale électrique au charbon, Allemagne. © dreamstime



Mine de charbon brun et centrale électrique thermique en Allemagne. © dreamstime



EXEMPLES

REVENDEICATIONS

ACTION

RESSOURCES

CONTACT



Cette fiche a été établie avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de cette fiche est placé sous la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe, des Amis de la Terre Pays-Bas, des Amis de la Terre France et du réseau CCE Bankwatch, et ne peut en aucune façon être considérée comme reflétant la position de l'Union Européenne.